

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

La Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Scellé du Sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

Documents de la Chambre des représentants :

51-2497 – 2005/2006 :

N° 1 : Projet de loi

N° 2 : Amendements

N° 3 : Rapport

N° 4 : Texte adopté par la commission

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 6 juillet 2006.

Documents du Sénat :

3-1789 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Projet non évoqué par le Sénat

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepaling*

Art. 19. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting en Consumentenbescherming,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-2497 – 2005/2006 :

Nr. 1 : Wetsontwerp

Nr. 2 : Amendementen

Nr. 3 : Verslag

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 6 juli 2006.

Stukken van de Senaat :

3-1789 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 178

[C – 2007/22029]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal relatif à la compétence professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes relatives aux bicyclettes et aux véhicules à moteur

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, notamment les articles 3 et 5, modifiée par les lois des 16 janvier 2003, 11 mai 2003 et 22 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1964 instaurant des conditions d'exercice des professions de mécanicien de cycles, de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1972 et 9 avril 1980;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant en véhicules d'occasion dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1982 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de carrossier-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 178

[C – 2007/22029]

21 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten met betrekking tot fietsen en motorvoertuigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, inzonderheid de artikelen 3 en 5, gewijzigd bij de wetten van 16 januari 2003, 11 mei 2003 en 22 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepen van fietsmechanicien, van bromfietsmechanicien en van motorfietsmechanicien, in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 mei 1972 en 9 april 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van garagehouder-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van handelaar in tweedehandse autovoertuigen in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1982 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van carrossier-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises, donné le 1^{er} août 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 41.567/1, 41.568/1, 41.569/1, donné le 16 novembre 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — Définitions et dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les véhicules visés dans le présent arrêté, sont définis comme dans le règlement général sur la police de la circulation routière, le règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et le règlement relatif à l'immatriculation de véhicules.

§ 2. Sont considérés comme titres, pour l'application du présent arrêté, tout document confirmant avoir réussi un examen ou avoir terminé avec fruit des études ou une formation suivie(s) pendant une période attestée par le titre.

Ne sont pas des titres pour l'application du présent arrêté, les documents délivrés par

1° « het buitengewoon onderwijs » des formes 1 et 2, dans la Communauté flamande

2° l'enseignement spécialisé des formes 1 et 2, dans la Communauté française

3° « die Sonderbildung » des formes 1 et 2, dans la Communauté germanophone.

Art. 2. Toute petite et moyenne entreprise, personne physique ou personne morale, désireuse d'exercer des activités professionnelles, visées par le présent arrêté, de manière habituelle et indépendante, à titre principal ou à titre accessoire, doit prouver disposer de la compétence professionnelle intersectorielle et/ou sectorielle, fixée dans le présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté n'est pas applicable aux

1° activités professionnelles qui sont nécessaires à d'autres activités professionnelles, pour lesquelles il est d'usage et justifié qu'il ne faille faire appel à un homme de métier qui a satisfait aux exigences relatives à la compétence prévue pour ces activités, vu le caractère accessoire ou la faible étendue de celles-ci;

2° cycles qui doivent être considérés comme des jouets;

3° véhicules à moteur mis en circulation depuis 25 ans au moins, qui conformément aux dispositions du règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, sont dispensés de certaines dispositions relatives au contrôle technique.

Art. 4. § 1^{er}. La compétence professionnelle est prouvée par :

1° les titres mentionnés dans le présent arrêté;

2° ou par un titre non repris dans le présent arrêté, après vérification par le Ministre qui a les classes moyennes dans ses attributions, de la conformité du programme d'études avec le programme des capacités professionnelles requises;

3° ou une attestation d'exercice d'activités et de formation reçue, délivrée par un autre Etat Membre de l'Union européenne, conformément aux directives du Conseil et du Parlement de l'Union européenne;

4° ou une pratique professionnelle dans l'activité concernée, dans les qualités suivantes ou la combinaison de celles-ci :

a) ouvrier qualifié au sens de la convention collective de travail applicable, employé ayant une fonction dirigeante ou à caractère technique, ou aidant indépendant au sens de la réglementation relative au statut social des indépendants;

b) ouvrier ayant une fonction dirigeante dans un service public ou une entreprise commerciale qui exerce l'activité pour compte propre;

c) chef d'entreprise indépendant;

d) dirigeant d'entreprise sans être lié par un contrat de travail.

§ 2. Si elle a été acquise à titre principal, ou à temps plein et été effectivement prestée, la durée de la pratique professionnelle est de trois ans, ou d'un an pour ce qui concerne la preuve de la compétence sectorielle des activités du cycle. Si elle est acquise à titre complémentaire ou de façon partielle, la durée est de cinq ans, ou de trois ans pour ce qui concerne la preuve de la compétence sectorielle des activités du cycle.

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op 1 augustus 2006;

Gelet op het advies 41.567/1, 41.568/1, 41.569/1 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Definities en algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. De in dit besluit bedoelde voertuigen worden gedefinieerd zoals in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik op de openbare weg, het algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en de regelgeving betreffende de inschrijving van voertuigen.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit worden als akten beschouwd, ieder document dat wordt gebruikt om het slagen in een proef of het beëindigen met vrucht van gevolgde studies of een opleiding gedurende een door de akte vermelde periode te bevestigen.

Voor de toepassing van dit besluit zijn geen akten, de documenten uitgereikt in

1° het buitengewoon onderwijs van de opleidingsvormen 1 en 2, in de Vlaamse Gemeenschap

2° « l'enseignement spécialisé » van de opleidingsvormen 1 en 2, in de Franse Gemeenschap

3° « die Sonderbildung » van de opleidingsvormen 1 en 2, in de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. Iedere kleine en middelgrote onderneming, natuurlijke persoon of rechtspersoon, die door dit besluit beoogde activiteiten gewoonlijk en zelfstandig als hoofd- of als nevenberoep wil uitoefenen, moet bewijzen te beschikken over de in dit besluit vastgestelde intersectorale en/of sectorale beroepsbekwaamheid.

Art. 3. Dit besluit is niet toepasselijk op :

1° de activiteiten die nodig zijn in het kader van andere activiteiten, waarvoor het gebruikelijk en redelijk is dat hiervoor geen beroep wordt gedaan op een vakman die voldaan heeft aan de ervoor bepaalde bekwaamheidseisen, omdat die activiteiten bijkomstig en van kleine omvang zijn;

2° de rijwielen die als speelgoed moeten worden beschouwd;

3° motorvoertuigen die sinds tenminste 25 jaar in gebruik zijn genomen die in overeenstemming met de bepalingen van het algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, vrijgesteld zijn van sommige bepalingen op het gebied van de technische controle.

Art. 4. § 1. De beroepsbekwaamheid wordt bewezen met :

1° de akten vermeld in dit besluit;

2° of met een niet in dit besluit vermelde akte wanneer de Minister bevoegd voor de Middenstand, na onderzoek van de leerinhoud, vaststelt dat de bevestigde opleiding overeenstemt met de eisen van dit besluit;

3° of met een verklaring van verrichte werkzaamheden en opleiding, uitgereikt door een andere Lidstaat van de Europese Unie, in overeenstemming met de richtlijnen van de Raad en het Parlement van de Europese Unie;

4° of met een praktijkervaring in de betrokken activiteit in volgende hoedanigheden of combinaties :

a) geschoolde arbeider in de zin van de van toepassing zijnde collectieve arbeidsovereenkomst, bediende in een leidende of technische functie of zelfstandige helper in de zin van de regelingen inzake het sociaal statuut van de zelfstandigen;

b) arbeider met een leidinggevende functie in een openbare dienst of handelsonderneming die de activiteit voor eigen rekening uitoefent;

c) zelfstandig ondernemer;

d) bedrijfsleider zonder arbeidsovereenkomst.

§ 2. Indien de praktijkervaring als hoofdberoep werd verworven of voltijds en effectief werd gepresteerd, duurt ze drie jaar, of één jaar voor wat betreft het bewijs van de sectorale beroepsbekwaamheid van de rijwielactiviteiten. Indien ze als nevenberoep of deeltijds werd verworven, duurt ze vijf jaar, of drie jaar voor wat betreft het bewijs van de sectorale beroepsbekwaamheid van de rijwielactiviteiten.

§ 3. Une pratique professionnelle ne peut être prise en considération dans les circonstances suivantes :

1° lorsqu'elle a été acquise en infraction avec la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante;

2° lorsqu'elle a été exercée avant le dix-huitième anniversaire;

3° lorsqu'elle tombe en dehors des 15 années qui précèdent la demande d'inscription en tant que commerçant ou artisan dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 4. Une pratique professionnelle salariée est prouvée par les documents ou enregistrements suivants :

1° tout document ou enregistrement établi suivant la réglementation relative à la sécurité sociale, et délivré ou communiqué par un service public, ou un établissement chargé d'un service public, confirmant :

- a) l'identité de l'employeur et du salarié;
- b) les dates de début et de fin de la pratique professionnelle;
- c) éventuellement la nature de la pratique professionnelle;
- d) le régime de l'emploi;

2° si le document ou enregistrement visé en 1°, ne contient pas suffisamment d'informations relatives à la nature de l'activité : une attestation patronale qui confirme d'une manière précise les tâches effectuées et les compétences.

§ 5. Une pratique professionnelle de chef d'entreprise indépendant est prouvée par les documents ou enregistrements suivants :

1° l'inscription en tant que commerçant ou artisan dans la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° accompagnée d'une preuve d'affiliation auprès d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, confirmant les dates de début et de fin de l'activité et l'exercice de celle-ci à titre principal ou à titre accessoire.

§ 6. Une pratique professionnelle de dirigeant d'entreprise sans être lié par un contrat de travail, est prouvée par les documents ou enregistrements suivants :

1° la nomination, telle qu'elle est publiée dans les annexes au *Moniteur belge*;

2° accompagnée d'une preuve d'affiliation auprès d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, confirmant les dates de début et de fin de l'activité et l'exercice de celle-ci à titre principal ou à titre accessoire.

§ 7. Une pratique professionnelle d'aidant indépendant est prouvée par les documents ou enregistrements suivants :

1° une attestation du chef d'entreprise indépendant qui confirme d'une manière précise les tâches effectuées, les compétences, et les dates de début et de fin de l'activité;

2° accompagnée d'une preuve d'affiliation auprès d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, confirmant les dates de début et de fin de l'activité et l'exercice de celle-ci à titre principal ou à titre accessoire.

TITRE II. — La compétence professionnelle intersectorielle et les activités y soumises

Art. 5. La compétence professionnelle qui sont intersectorielle contient :

1° les connaissances administratives suivantes spécifiques pour le secteur des véhicules à moteur :

- a) les règlements fiscaux;
- b) les règlements relatifs à l'environnement;
- c) les règlements sociaux;
- d) les règlements relatifs à :
 - la fraude aux compteurs kilométriques;
 - la garantie;
 - les ventes à tempérament, crédits et assurances;
 - les accords verticaux dans l'Union européenne;
 - l'utilisation des plaques commerciales;

§ 3. Een praktijkervaring kan in de volgende gevallen niet in aanmerking worden genomen :

1° wanneer ze werd verworven in strijd met de bepalingen van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap;

2° wanneer ze werd verricht vóór de achttiende verjaardag;

3° wanneer ze buiten de periode van 15 jaar valt, die de aanvraag om inschrijving als handelaar of ambachtsman in de Kruispuntbank van Ondernemingen, voorafgaat.

§ 4. Een loontrekkende praktijkervaring wordt bewezen met volgende documenten of registraties :

1° ieder document of registratie, gedaan in het kader van de regelingen inzake de sociale zekerheid, en uitgereikt of meegedeeld door een openbare dienst, of een instelling die werd belast met een openbare dienst, waarmee worden bevestigd :

- a) de identiteit van de werkgever en van de werknemer;
- b) de begin- en de einddatum van de praktijkervaring;
- c) eventueel de aard van de praktijkervaring;
- d) het tewerkstellingsregime;

2° wanneer het in 1° bedoelde document of de registratie onvoldoende gegevens bevat over de aard van de activiteit : een getuigschrift van de werkgever dat nauwkeurig de uitgevoerde taken en de bevoegdheden vermeldt.

§ 5. Een praktijkervaring van zelfstandig ondernemingshoofd wordt bewezen met volgende documenten of registraties :

1° de inschrijving als handelaar of ambachtsman in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° samen met een bewijs van aansluiting bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen dat de begin- en einddatum en de uitoefening als hoofd- of als nevenberoep bevestigt.

§ 6. Een praktijkervaring van bedrijfsleider zonder arbeidsovereenkomst, wordt bewezen met volgende documenten of registraties :

1° de benoeming, zoals bekendgemaakt in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*;

2° samen met een bewijs van aansluiting bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen dat de begin- en einddatum en de uitoefening als hoofd- of als nevenberoep bevestigt.

§ 7. Een praktijkervaring van zelfstandig helper wordt bewezen met volgende documenten of registraties :

1° een getuigschrift van het zelfstandig ondernemingshoofd, dat nauwkeurig de uitgevoerde taken, de bevoegdheden en de begin- en einddatum ervan bevestigt;

2° samen met een bewijs van aansluiting bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen dat de begin- en de einddatum en de uitoefening als hoofd- of als nevenberoep bevestigt.

TITEL II. — De intersectorale beroepsbekwaamheid en de eraan onderworpen activiteiten

Art. 5. De intersectorale beroepsbekwaamheid omvat :

1° de volgende bijzondere administratieve kennis, specifiek voor de sector van de motorvoertuigen

- a) de fiscale regelingen;
- b) de milieuregelingen;
- c) de sociale regelingen;
- d) de regelingen met betrekking tot :
 - de beteugeling van de fraude met de kilometertellers;
 - de waarborg;
 - de verkoop op afbetaling, kredieten en verzekeringen;
 - de verticale overeenkomsten in de Europese Unie;
 - het gebruik van commerciële platen;

2° les connaissances techniques suivantes :

- connaissances de base en mécanique, électricité, physique, électronique, métallographie et en traitements thermiques, hydraulique, pneumatique et informatique

- être capable de lire et d'interpréter les documentations techniques et les informations des constructeurs, des fabricants et fournisseurs

- bonnes connaissances des types de matériaux, des matériaux synthétiques, des laques et des techniques de polymérisation

- les techniques de détection et de réparation des anomalies sur les véhicules

- bonnes connaissances des techniques de dépose, de réparation et de réglage des pièces, des techniques de raccord, des pneus, des jantes, du départ, des systèmes de suspension et de direction et des systèmes de freinage

- bonnes connaissances de la réglementation technique relative aux véhicules et des normes de contrôle technique

- bonne utilisation et entretien de l'appareillage et l'outillage, ainsi que de l'équipement et des installations de peinture.

Art. 6. § 1^{er}. La compétence professionnelle intersectorielle doit être prouvée par toute personne désireuse d'exercer pour le compte de tiers, une ou plusieurs des activités suivantes :

1° les activités des véhicules à moteur, visées dans le chapitre II du titre III

2° la vente aux usagers finaux de véhicules à moteur usagés

3° la réparation ou la modification de la carrosserie de véhicules à moteur, à l'exception des travaux par des techniques spéciales qui ne visent que l'embellissement.

§ 2. Les exigences relatives à la capacité professionnelle intersectorielle ne sont pas d'application

1° à la vente de pièces et accessoires automobiles sans montage qui influence directement le fonctionnement du véhicule;

2° aux activités d'entretien suivantes :

- le montage des pneus, l'échange des roues et le remplacement des jantes

- le remplacement des vitres ou des essuies-glaces

- le nettoyage

- le placement ou le remplacement d'extincteurs

3° les travaux nécessaires lors du dépannage, remorquage ou pour les services de secours routier ou au domicile du client.

Art. 7. Les titres qui sont acceptés pour la preuve de la compétence professionnelle intersectorielle, sont :

1° les titres relatifs aux véhicules à moteurs, délivrés par :

a) l'enseignement secondaire de plein exercice après avoir terminé la deuxième année du troisième degré, ainsi que l'enseignement spécialisé de la forme 4 qui est équivalent à celui-ci;

b) l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement pour adultes, dont le niveau est au moins équivalent au troisième degré de l'enseignement secondaire de plein exercice;

c) l'enseignement en alternance, dans le cadre d'un engagement à temps plein et à condition que les leçons et l'expérience professionnelle aient été suivies fructueusement;

d) l'enseignement des Classes moyennes, notamment l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise;

e) l'enseignement supérieur;

2° un diplôme de master en sciences de l'ingénieur;

3° le certificat du jury central du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie relatif aux capacités professionnelles intersectorielles fixées à l'article 5.;

4° un ou plusieurs titres de compétence professionnelle relatifs à la compétence professionnelle intersectorielle des véhicules à moteur, délivrés conformément aux règlements d'une Communauté ou d'une Région.

2° de volgende technische kennis :

- basiskennis van mechanica, elektriciteit, fysica, elektronica, metaalkunde, warmtebehandeling, hydraulica, pneumatica en informatica

- het kunnen lezen en interpreteren van technische documentatie en informatie van de constructeurs, fabrikanten en leveranciers

- goede kennis van materiaalsoorten, kunststoffen, lakproducten en polymerisatietechnieken

- de technieken voor het storingzoeken en repareren van voertuigen

- goede kennis van montage-, reparatie- en afsteltechnieken van onderdelen, aansluittechnieken; banden, velgen en bolling, ophangingen en stuursystemen en remsystemen

- goede kennis van de technische reglementering inzake voertuigen en de keuringsnormen

- goed gebruik en onderhoud van alle apparatuur en gereedschap evenals van spuitgereedschap en -installaties.

Art. 6. § 1. De intersectorale beroepsbekwaamheid moet worden bewezen door eenieder die één of meer van de volgende activiteiten voor rekening van derden wil uitoefenen :

1° de in hoofdstuk II van titel III beoogde motorvoertuigenactiviteiten

2° het verkopen aan eindgebruikers van gebruikte motorvoertuigen

3° het herstellen of wijzigen van het koetswerk van motorvoertuigen, uitgezonderd de werken met speciale technieken die uitsluitend bedoeld zijn ter verfraaiing.

§ 2. De eisen op het gebied van intersectorale beroepsbekwaamheid zijn niet toepasselijk op

1° de verkoop van voertuigonderdelen en -toebehoren zonder montage die de werking van het voertuig rechtstreeks beïnvloedt;

2° de volgende onderhoudswerkzaamheden :

- het monteren van de banden, het omwisselen van de wielen en het vervangen van de velgen

- het vervangen van de ruiten of ruitenwissers

- het reinigen

- het plaatsen of vervangen van brandblusapparaten

3° de werken die noodzakelijk zijn bij het takelen, bergen of de hulpverlening onderweg of ten huize van de klant.

Art. 7. De akten die voor het bewijs van de intersectorale beroepsbekwaamheid worden aanvaard, zijn :

1° de akten met betrekking op motorvoertuigen, uitgereikt door :

a) het voltijds secundair onderwijs na het beëindigen van het tweede jaar van de derde graad, alsook het buitengewoon onderwijs van de opleidingsvorm 4 dat hiermee gelijkwaardig is;

b) het onderwijs voor sociale promotie en het volwassenenonderwijs, waarvan het niveau minstens gelijkwaardig is met de derde graad van het voltijds secundair onderwijs;

c) het deeltijds beroepsonderwijs, in het kader van een voltijds engagement en op voorwaarde dat de lessen en de werkervaring met succes werden doorlopen;

d) het middenstandsonderwijs, met name de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;

e) het hoger onderwijs;

2° het diploma van master in de ingenieurswetenschappen;

3° het getuigschrift van de centrale examencommissie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, over de intersectorale beroepsbekwaamheid van artikel 5.;

4° een of meer titels van beroepsbekwaamheid met betrekking op de intersectorale beroepsbekwaamheid van de motorvoertuigen, uitgereikt in overeenstemming met de regelingen van een Gemeenschap of een Gewest.

TITRE III. — Les compétences professionnelles sectorielles et les activités qui y sont soumises**CHAPITRE I^{er}. — Les activités du cycle**

Art. 8. Par activités du cycle il y a lieu d'entendre pour l'application du présent arrêté, la vente de cycles aux usagers ou la réparation de cycles pour compte de tiers.

Art. 9. Pour l'exercice des activités du cycle, la compétence professionnelle sectorielle suivante est exigée :

1° connaissances de base de mécanique, d'électricité, de physique, d'électronique, de métallographie et de traitements thermiques, d'hydraulique et de pneumatique, des circuits électriques, des matériaux synthétiques, des forces, d'optique, de résistance au roulement, de pression et de pression d'air, de mouvement des corps et de gravité;

2° bonnes connaissances des méthodes et appareils pour la détection et la résolution d'anomalies, des techniques de dépose, de réparation et de réglage des composants, des produits et des matériaux, des appareils et des outils nécessaires, du dérailleur, des moyeux de vitesse, des divers systèmes de freinage, des systèmes de suspension courants et de soudure;

3° être capable de monter les différentes sortes de cycles.

Art. 10. Les titres qui sont acceptés pour la preuve de la compétence sectorielle des activités du cycle, sont :

1° les titres relatifs aux véhicules à moteur, cycles ou cyclomoteurs, à la mécanique, l'électromécanique ou l'électronique, dispensés par :

a) l'enseignement secondaire de plein exercice après avoir terminé la deuxième année du troisième degré, ainsi que l'enseignement spécialisé de la forme 4 qui est équivalent à celui-ci

b) l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement pour adultes, dont le niveau est au moins équivalent au troisième degré de l'enseignement secondaire de plein exercice

c) l'enseignement en alternance, dans le cadre d'un engagement à temps plein et à condition que les leçons et l'expérience professionnelle aient été suivies fructueusement

d) l'enseignement des Classes moyennes, notamment l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise

e) l'enseignement supérieur

2° le diplôme de master en sciences de l'ingénieur

3° le certificat du jury central du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie relatif à la compétence professionnelle sectorielle de l'article 9.

4° un ou plusieurs titres de compétence professionnelle relatifs à la compétence professionnelle sectorielle des activités du cycle, délivrés conformément aux règlements d'une Communauté ou d'une Région.

CHAPITRE II. — Les activités des véhicules à moteur**Section 1^{re}. — Champ d'application**

Art. 11. Par activités des véhicules à moteur, il y a lieu d'entendre pour l'application du présent arrêté, la réparation et l'entretien pour compte de tiers des éléments mécaniques, électriques ou électroniques de véhicules à moteur, de motocyclettes, de véhicules à moteur à trois ou à quatre roues ou des cyclomoteurs, à l'exception des activités énumérées dans l'article 6, § 2.

Section 2. — Véhicules à moteur ayant une masse maximale jusque 3,5 tonnes

Art. 12. La compétence professionnelle sectorielle pour l'exercice des activités de l'article 11 relatif aux véhicules à moteur ayant une masse maximale jusque 3,5 tonnes, contient les éléments suivants :

1° bonnes connaissances d'électronique et d'automécanique, des systèmes hydrauliques et pneumatiques et des dispositifs de commande et de régulation micro-électroniques;

2° être capable de :

a) analyser le fonctionnement d'un moteur à explosion;

b) régler et réviser un moteur à explosion;

c) détecter les pannes des circuits électriques et électroniques d'un véhicule et réviser ceux-ci;

d) diagnostiquer les anomalies les plus fréquentes;

e) réparer les anomalies.

TITEL III. — De sectorale beroepsbekwaamheden en de eraan onderworpen activiteiten**HOOFDSTUK I. — De rijwielactiviteiten**

Art. 8. Onder rijwielactiviteiten moet voor de toepassing van dit besluit worden verstaan, het verkopen van rijwielen aan gebruikers of het herstellen van rijwielen voor rekening van derden.

Art. 9. Voor de uitoefening van de rijwielactiviteiten is de volgende sectorale beroepsbekwaamheid vereist :

1° basiskennis van mechanica, elektriciteit, fysica, elektronica, metaalkunde, warmtebehandeling, hydraulica en pneumatica, elektrische kringen, kunststoffen, krachtenstelsels, lichtleer, rolweerstand, luchtdruk, druk, snelheid en zwaartekracht;

2° goede kennis van montage-, reparatie- en afsteltechnieken van onderdelen, van producten en materialen, van de vereiste apparatuur en gereedschap, van het versnellingsapparaat, de versnellingsnaven en de verschillende remsystemen, de courante veringsystemen en lastechnieken;

3° het kunnen monteren van de verschillende soorten rijwielen.

Art. 10. De akten die voor het bewijs van de sectorale beroepsbekwaamheid van de rijwielactiviteiten worden aanvaard, zijn :

1° akten met betrekking op motorvoertuigen, rijwielen, bromfietsen, mechanica, elektromechanica of elektronica, uitgereikt door :

a) het voltijds secundair onderwijs na het beëindigen van het tweede jaar van de derde graad, alsook het buitengewoon onderwijs van de opleidingsvorm 4 dat hiermee gelijkwaardig is

b) het onderwijs voor sociale promotie en het volwassenenonderwijs, waarvan het niveau minstens gelijkwaardig is met de derde graad van het voltijds secundair onderwijs

c) het deeltijds beroepsonderwijs, in het kader van een voltijds engagement en op voorwaarde dat de lessen en de werkervaring met succes werden doorlopen

d) het middenstandsonderwijs, met name de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd

e) het hoger onderwijs

2° het diploma van master in de ingenieurswetenschappen

3° het getuigschrift van de centrale examencommissie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, over de sectorale beroepsbekwaamheid van artikel 9

4° een of meer titels van beroepsbekwaamheid met betrekking op de sectorale beroepsbekwaamheid voor de rijwielactiviteiten, uitgereikt in overeenstemming met de regelingen van een Gemeenschap of een Gewest.

HOOFDSTUK II. — De motorvoertuigenactiviteiten**Afdeling 1. — Toepassingsgebied**

Art. 11. Onder motorvoertuigenactiviteiten moet voor de toepassing van dit hoofdstuk, het herstellen en onderhouden voor rekening van derden worden verstaan van de mechanische, elektrische of elektronische gedeelten van motorvoertuigen, motorfietsen, motorvoertuigen met drie of vier wielen en bromfietsen, uitgezonderd de activiteiten vermeld in artikel 6, § 2.

Afdeling 2. — Motorvoertuigen met een maximale massa tot 3,5 ton

Art. 12. De sectorale beroepsbekwaamheid voor het uitoefenen van de activiteiten van artikel 11 met betrekking tot motorvoertuigen met een maximale massa tot 3,5 ton bestaat uit het volgende :

1° goede kennis van elektronica en automechanica, hydraulische en pneumatische systemen en micro-elektronische stuur- en regelsystemen;

2° het kunnen :

a) beoordelen van het functioneren van een verbrandingsmotor;

b) afstellen en reviseren van een verbrandingsmotor;

c) detecteren van defecten van elektrische en elektronische voertuigkringen en ze reviseren;

d) opstellen van een diagnose van de meest voorkomende voertuigproblemen;

e) repareren van storingen.

Art. 13. Les titres qui sont acceptés pour la preuve de la compétence professionnelle sectorielle de l'article 12, sont :

1° les titres relatifs à la mécanique de véhicules à moteur dispensés par :

a) l'enseignement secondaire de plein exercice après avoir terminé la deuxième année du troisième degré, ainsi que l'enseignement spécialisé de la forme 4, qui est équivalent à celui-ci;

b) l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement pour adultes, dont le niveau est au moins équivalent au troisième degré de l'enseignement secondaire de plein exercice;

c) l'enseignement en alternance, dans le cadre d'un engagement à temps plein et à condition que les leçons et l'expérience professionnelle aient été suivies fructueusement;

d) l'enseignement des Classes moyennes, notamment l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise;

e) l'enseignement supérieur;

2° le diplôme de master en sciences de l'ingénieur;

3° le certificat du jury central du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie relatif à la compétence professionnelle sectorielle de l'article 12;

4° un ou plusieurs titres de compétence professionnelle relatifs à la compétence professionnelle sectorielle des véhicules à moteur ayant une masse maximale de 3,5 tonnes, délivrés conformément aux règlements d'une Communauté ou d'une Région.

*Section 3. — Véhicules à moteur
ayant une masse maximale de plus de 3,5 tonnes*

Art. 14. La compétence professionnelle sectorielle pour l'exercice des activités de l'article 11 relatif aux véhicules à moteur ayant une masse maximale de plus de 3,5 tonnes, contient les éléments suivants :

1° bonnes connaissances

de mécanique, d'électricité, d'électronique, d'hydraulique et pneumatique, de la dynamique et des forces, des techniques de véhicules, des nouvelles technologies et des systèmes mécaniques, hydrauliques et pneumatiques complexes, des systèmes pneumatiques et des équipements de freinage à air comprimé, des dispositifs de commande et de régulation micro-électroniques, des moteurs à explosion et électriques, d'usinage du métal et de soudage.

2° être capable de :

a) utiliser et entretenir correctement les appareils et équipements;

b) lire et interpréter des schémas électrotechniques, hydrauliques et pneumatiques;

c) préparer pour la livraison, expliquer et démontrer le fonctionnement d'un véhicule et d'une machine au client;

d) faire un entretien complet dans le respect des directives du constructeur;

e) établir un diagnostic complet en vue de la réparation sur place ou en atelier;

f) vérifier et réparer le circuit de refroidissement, les circuits hydraulique et pneumatique;

g) déposer, poser, réparer, remplacer et régler des composants;

h) réviser complètement les véhicules et les systèmes de levage;

i) effectuer des travaux de soudage et réparer des bris;

j) remplacer et équilibrer les roues et les pneus.

Art. 13. De akten die voor het bewijs van de sectorale beroepsbekwaamheid van artikel 12 worden aanvaard, zijn :

1° akten met betrekking op motorvoertuigenmechanica, uitgereikt door :

a) het voltijds secundair onderwijs na het beëindigen van het tweede jaar van de derde graad, alsook het buitengewoon onderwijs van de opleidingsvorm 4 dat hiermee gelijkwaardig is;

b) het onderwijs voor sociale promotie en het volwassenenonderwijs, waarvan het niveau minstens gelijkwaardig is met de derde graad van het voltijds secundair onderwijs;

c) het deeltijds beroepsonderwijs, in het kader van een voltijds engagement en op voorwaarde dat de lessen en de werkervaring met succes werden doorlopen;

d) het middenstandsonderwijs, met name de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;

e) het hoger onderwijs;

2° het diploma van master in de ingenieurswetenschappen;

3° het getuigschrift van de centrale examencommissie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, over de sectorale beroepsbekwaamheid van artikel 12;

4° een of meer titels van beroepsbekwaamheid met betrekking op de sectorale beroepsbekwaamheid voor de motorvoertuigen met een maximale massa tot 3,5 ton, uitgereikt in overeenstemming met de regelingen van een Gemeenschap of een Gewest.

*Afdeling 3. — Motorvoertuigen met een maximale
massa van meer dan 3,5 ton*

Art. 14. De sectorale beroepsbekwaamheid voor het uitoefenen van de activiteiten van artikel 11 met betrekking tot motorvoertuigen met een maximale massa van meer dan 3,5 ton, bestaat uit het volgende :

1° goede kennis van :

mechanica, elektriciteit, elektronica, hydraulica en pneumatica, krachten- en drukleer, voertuigtechniek, nieuwe technologieën en complexe mechanische, hydraulische en pneumatische systemen, luchtdruksystemen en luchtdruk-reminstallaties, micro-elektronische stuur- en regelsystemen, elektromotoren en verbrandingsmotoren, metaalbewerking en lassen :

2° het kunnen

a) correct gebruiken en onderhouden van apparatuur en gereedschap;

b) lezen en interpreteren van elektrotechnische, hydraulische en pneumatische schema's;

c) afleveringsklaar maken, toelichten en demonstreren van de werking van voertuigen en machines aan een klant;

d) uitvoeren van volledige onderhoudsbeurten volgens de richtlijnen van de constructeur;

e) opstellen van een volledige diagnose voor reparatie ter plaatse of in de werkplaats;

f) controleren en herstellen van koelkringen en hydraulische en pneumatische kringen;

g) demonteren, monteren, repareren, vervangen en afstellen van componenten;

h) volledig reviseren van voertuigen en heftoestellen;

i) uitvoeren van laswerken en repareren van breuken;

j) vervangen en uitbalanceren van wielen en banden.

Art. 15. Les titres qui sont acceptés pour la preuve de la compétence professionnelle sectorielle de l'article 14, sont :

1° les titres relatifs à la mécanique de véhicules à moteur, dispensés par :

a) l'enseignement secondaire de plein exercice après avoir terminé la troisième année du troisième degré, ainsi que l'enseignement spécialisé de la forme 4 qui est équivalent à celui-ci;

b) l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement pour adultes, dont le niveau est au moins équivalent au troisième degré de l'enseignement secondaire de plein exercice;

c) l'enseignement en alternance, dans le cadre d'un engagement à temps plein et à condition que les leçons et l'expérience professionnelle aient été suivies fructueusement;

d) l'enseignement des Classes moyennes, notamment la formation de chef d'entreprise;

e) l'enseignement supérieur;

2° le diplôme de master en sciences de l'ingénieur;

3° le certificat du jury central du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie relatif à la compétence professionnelle sectorielle de l'article 14

4° un ou plusieurs titres de compétence professionnelle relatifs à la compétence professionnelle sectorielle des véhicules à moteur ayant une masse maximale de plus de 3,5 tonnes, délivrés conformément aux règlements d'une Communauté ou d'une Région.

TITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 16. Les personnes physiques et morales suivantes, inscrites en qualité de commerçant ou artisan à la Banque Carrefour des Entreprises le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent continuer leurs activités sans prouver la compétence intersectorielle fixée par le présent arrêté :

1° celles dont l'inscription contient une ou plusieurs des activités suivantes, exercées conformément aux dispositions de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante :

- 50103 : commerce de détail de véhicules automobiles;

- 5020001 : la réparation de véhicules automobiles : réparation de parties mécaniques, réparation électrique;

- 5020002 : réparation de la carrosserie (y compris la peinture et la peinture au pistolet);

- 5020003 : la révision du moteur des véhicules automobiles;

- 5040005 : le commerce de détail de motocycles, neufs ou usagés;

2° celles qui prouvent avoir satisfait aux conditions d'exercice ou d'en être dispensées définitivement, telles qu'elles ont été imposées par :

a) l'arrêté royal du 30 octobre 1964 instaurant des conditions d'exercice des professions de mécanicien de cycles, de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1972 et 9 avril 1980, pour ce qui concerne les activités de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes

b) ou l'arrêté royal du 24 janvier 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

c) ou l'arrêté royal du 20 décembre 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant en véhicules d'occasion dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

d) ou l'arrêté royal du 10 mars 1982 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de carrossier-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Art. 17. § 1^{er}. Les personnes physiques et morales qui ont satisfait aux conditions d'exercice, imposées par l'arrêté royal du 30 octobre 1964 instaurant des conditions d'exercice des professions de mécanicien de cycles, de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1972 et 9 avril 1980, ou qui en sont définitivement dispensées, peuvent continuer leurs activités sans prouver les capacités sectorielles des activités du cycle.

Art. 15. De akten die voor het bewijs van de sectorale beroepsbekwaamheid van artikel 14 worden aanvaard, zijn :

1° akten met betrekking op motorvoertuigenmechanica, uitgereikt door :

a) het voltijds secundair onderwijs na het beëindigen van het derde jaar van de derde graad, alsook het buitengewoon onderwijs van de opleidingsvorm 4 dat hiermee gelijkwaardig is;

b) het onderwijs voor sociale promotie en het volwassenenonderwijs, waarvan het niveau minstens gelijkwaardig is met de derde graad van het voltijds secundair onderwijs;

c) het deeltijds beroepsonderwijs, in het kader van een voltijds engagement en op voorwaarde dat de lessen en de werkervaring met succes werden doorlopen;

d) het middenstandsonderwijs, met name de opleiding tot ondernemingshoofd;

e) het hoger onderwijs

2° het diploma van master in de ingenieurswetenschappen;

3° het getuigschrift van de centrale examencommissie van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, over de sectorale beroepsbekwaamheid van artikel 14;

4° een of meer titels van beroepsbekwaamheid met betrekking op de sectorale beroepsbekwaamheid voor de motorvoertuigen met een massa van meer dan 3,5 ton, uitgereikt in overeenstemming met de regelingen van een Gemeenschap of een Gewest.

TITEL IV. — Overgangsbepalingen

Art. 16. De volgende natuurlijke personen en rechtspersonen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit als handelaar of ambachtsman zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, kunnen hun activiteiten voortzetten zonder de intersectorale beroepsbekwaamheid, opgelegd door dit besluit, te bewijzen :

1° zij van wie de inschrijving, één of meer van de volgende activiteiten omvat, uitgeoefend in overeenstemming met de bepalingen van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap :

- 50103 : detailhandel in motorvoertuigen;

- 5020001 : de reparatie van auto's : reparatie van de mechanische onderdelen en van de elektrische instrumenten;

- 5020002 : carrosserieherstel (inclusief spuiten en verven);

- 5020003 : de revisie van automotoren;

- 5040005 : kleinhandel in nieuwe of gebruikte motorrijwielen;

2° zij die hebben voldaan aan de uitoefeningsvoorwaarden of er definitief van vrijgesteld zijn, zoals die werden opgelegd door :

a) het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepen van fietsmechanici, van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici, in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd op 2 mei 1972 en 9 april 1980, voor wat betreft de activiteiten van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici;

b) of het koninklijk besluit van 24 januari 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van garagehouder-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

c) of het koninklijk besluit van 20 december 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van handelaar in tweedehandse autovoertuigen in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

d) het koninklijk besluit van 10 maart 1982 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van carrossier-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen.

Art. 17. § 1. De natuurlijke personen en de rechtspersonen die voldaan hebben aan de uitoefeningsvoorwaarden, zoals die werden opgelegd door het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepen van fietsmechanici, van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici, in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheids-ondernemingen, gewijzigd op 2 mei 1972 en 9 april 1980, of er definitief van vrijgesteld zijn, kunnen hun activiteiten voortzetten zonder de sectorale beroepsbekwaamheid voor de rijwielactiviteiten te bewijzen.

§ 2. Les personnes physiques et morales qui ont satisfait aux conditions d'exercice, imposées par les arrêtés suivants, ou qui en sont définitivement dispensées, peuvent continuer leurs activités sans prouver la compétence professionnelle sectorielle pour les activités des véhicules à moteur ayant une masse maximale jusque 3,5 tonnes :

1° soit l'arrêté royal du 30 octobre 1964 instaurant des conditions d'exercice des professions de mécanicien de cycles, de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1972 et 9 avril 1980, pour ce qui concerne les activités de mécanicien de cyclomoteurs et de motocyclettes;

2° soit l'arrêté royal du 24 janvier 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

3° soit l'arrêté royal du 20 décembre 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant en véhicules d'occasion dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979.

§ 3. Les personnes physiques et morales qui ont satisfait aux conditions d'exercice imposées par les arrêtés suivants, ou qui en sont définitivement dispensées, peuvent continuer leurs activités sans prouver la compétence professionnelle sectorielle pour les activités des véhicules à moteur ayant une masse maximale de plus de 3,5 tonnes :

1° soit l'arrêté royal du 24 janvier 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

2° soit l'arrêté royal du 20 décembre 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant en véhicules d'occasion dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979.

TITRE V. — Dispositions abrogatoires et exécutoires

Art. 18. Les arrêtés suivants sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 30 octobre 1964 instaurant des conditions d'exercice des professions de mécanicien de cycles, de mécanicien de cyclomoteurs et de mécanicien de motocyclettes, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1972 et 9 avril 1980;

2° l'arrêté royal du 24 janvier 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de garagiste-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

3° l'arrêté royal du 20 décembre 1974 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de négociant en véhicules d'occasion dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1978 et 8 juin 1979;

4° l'arrêté royal du 10 mars 1982 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de carrossier-réparateur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Art. 20. Notre Ministre des Classes moyennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

§ 2. De natuurlijke personen en de rechtspersonen die hebben voldaan aan de uitoefeningsvoorwaarden, die werden opgelegd door de volgende besluiten, of er definitief van vrijgesteld zijn, kunnen hun activiteiten voortzetten zonder de sectorale beroepsbekwaamheid voor de motorvoertuigenactiviteiten aangaande motorvoertuigen met een maximale massa tot 3,5 ton, te moeten bewijzen :

1° hetzij het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepen van fietsmechanici, van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici, in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd op 2 mei 1972 en 9 april 1980, voor wat betreft de activiteiten van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici;

2° hetzij het koninklijk besluit van 24 januari 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van garagehouder-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

3° hetzij het koninklijk besluit van 20 december 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van handelaar in tweedehandse autovoertuigen in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979.

§ 3. De natuurlijke personen en de rechtspersonen die voldaan hebben aan de uitoefeningsvoorwaarden, die werden opgelegd door de volgende besluiten, of er definitief van vrijgesteld zijn, kunnen hun activiteiten voortzetten zonder de sectorale beroepsbekwaamheid voor de motorvoertuigenactiviteiten aangaande motorvoertuigen met een maximale massa van meer dan 3,5 ton, te bewijzen :

1° hetzij het koninklijk besluit van 24 januari 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van garagehouder-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

2° hetzij het koninklijk besluit van 20 december 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van handelaar in tweedehandse autovoertuigen in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979.

TITEL V. — Opheffings- en uitvoeringsbepalingen

Art. 18. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepen van fietsmechanici, van bromfietsmechanici en van motorfietsmechanici, in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd op 2 mei 1972 en 9 april 1980;

2° het koninklijk besluit van 24 januari 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van garagehouder-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

3° het koninklijk besluit van 20 december 1974 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van handelaar in tweedehandse autovoertuigen in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen, gewijzigd op 3 oktober 1978 en 8 juni 1979;

4° het koninklijk besluit van 10 maart 1982 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van carrossier-hersteller in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Art. 20. Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE